

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AGC FRANCE SAS**

Rue de la Verrerie d'En Bas  
BP 119  
59580 Aniche

Références : V3 – 2023 – 0274  
Code AIOT : 0007002452

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement AGC FRANCE SAS implanté Rue de la Verrerie d'En Bas 59580 Aniche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGC FRANCE SAS
- Rue de la Verrerie d'En Bas 59580 Aniche
- Code AIOT : 0007002452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement appartient au groupe ASAHI Glass Co, qui est le premier groupe verrier mondial. Il est présent sur trois continents (Asie, Europe, Amérique) et emploie 54 000 salariés. AGC Automotive EUROPE est spécialisé dans les produits verriers pour l'industrie automobile et certaines industries. C'est le deuxième producteur de verre en Europe. L'usine implantée à Aniche est spécialisée dans la production de pare-brises feuilletés pour

l'automobile. Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013. Au regard de la nomenclature des installations classées, il est notamment soumis à autorisation au titre de la rubrique 2530-1 (Fabrication et travail du verre) et à enregistrement au titre de la rubrique 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles).

Le schéma de fabrication comporte notamment les opérations suivantes : découpe de feuilles de verre, façonnage, sérigraphie, bombage (à chaud), assemblage d'une feuille de PVB (PolyVinyl Butyral) insérée entre 2 feuilles de verre, et autoclavage (sous pression, à chaud). L'exploitant dispose de 2 lignes de production dénommées « unité feuilleté 1 et 2 ». Chaque ligne est composée d'installations de découpe, lavage, fours électriques, autoclave, chaudière, assemblage, colleuse d'embase, decoating laser, ébarbage automatique, ligne de palettisation, préparation d'émail, ateliers de sérigraphie, atelier d'outillage. L'unité d'AVO (Added Value Operation) est spécialisée dans la pose de composants (joints, détecteurs de pluie...) sur les vitrages automobiles provenant du site ou d'autres usines AGC en Europe.

En moyenne, la fabrication annuelle du site représente plus de 2 500 000 pièces.

Le thème de visite retenu est le suivant : Point de situation avant le départ du Responsable Sécurité Environnement (voir paragraphe 2-3)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
7	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.3.12	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
9	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 6.2	/	Sans objet
2	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 6.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.2.4.2	/	Sans objet
6	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.3.5	/	Sans objet
8	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.3.9.1	/	Sans objet
10	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Avant le départ du Responsable Sécurité Environnement du site, l'exploitant a sollicité une visite d'inspection afin de faire le point sur les problématiques antérieures et de présenter l'évolution en cours et à venir du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixée par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.
<b>Constats :</b> Une étude acoustique a été réalisée en juin 2022, le rapport n° 14598646_1_1_1 relève un niveau de bruit non conforme à la valeur limite en période nocturne sur le point d'écoute n°5. Cette émergence de bruit est persistante malgré des travaux réalisés. Cette source, un ventilateur, a été détectée et traitée. L'exploitant a transmis un rapport acoustique n° 17169744_1_1_1 du 25 novembre 2022 qui conclut à la conformité de la valeur de bruit du point n°5 en périodes diurnes et nocturnes par rapport aux valeurs limites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 6.2.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (points 10 et 11 du tableau de l'article 6.2.2) :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 17 août 2023, deux rapports acoustiques, n° 14598646_1_1_1 du 14 juin 2022 et n° 17169744_1_1_1 du 25 novembre 2022, qui concluent à l'absence d'émergence sonores dans le voisinage.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.2.4				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejets				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	13 m	0.5	1860	Au moins 8 m/s
Conduit N° 2	15 m	0.25	800	Au moins 8 m/s
Conduit N° 3	Au moins 10 m	0,25	5200	Au moins 8 m/s
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>				
<b>Constats :</b> L'exploitant a installé un suivi automatisé des rejets atmosphériques. Ce suivi permet de détecter en temps réel les problèmes et les besoins de maintenance afin d'agir en conséquence. Par courriel du 17 août 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de mesure pour les années 2020 à 2023. Ces rapports font apparaître une vitesse d'éjection inférieure à 8m/s pour la chaudière pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023. De plus, l'exploitant a modifié les dimensions de la cheminée de l'atelier Sérigraphie. Il s'engage à compléter le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture le 1 <sup>er</sup> avril 2021 avec ces nouvelles informations. L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité la vitesse d'éjection de la chaudière ainsi que les pièces complémentaires au dossier de porter à connaissance dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté.				
<b>Observations :</b> L'exploitant informe l'inspection que le problème de dépassement récurrent du paramètre Nox a été résolu.				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription				
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois				

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en préfecture le 1 <sup>er</sup> avril 2021, le nouveau plan des réseaux y est présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.  L'exploitant dispose en permanence de 3 bouchons gonflables mobiles permettant d'obstruer le point de rejet R3 en cas d'incident.
<b>Constats :</b> L'exploitant a équipé les canalisations et l'exutoire de son site avec des bouchons gonflables qui permettent d'isoler le site en cas d'incident. Le dispositif est présenté dans le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture le 1 <sup>er</sup> avril 2021 et n'a pas fait l'objet d'un contrôle lors de cette visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.3.5				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet				
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est à l'origine de plusieurs catégories d'effluents, à savoir : Les eaux pluviales issues de la voirie, des quais d'expédition sont traitées par un bac séparateur d'hydrocarbures de capacité 10 000 litres. Les eaux pluviales issues de la zone parking administratif sont traitées par un bac séparateur d'hydrocarbures de capacité 40 000 litres. Ces eaux sont ensuite renvoyées via le point de rejet R3 vers la station d'Auberchicourt. Les eaux industrielles issues de l'atelier Aniche 1 sont décantées dans le bassin R1 (pour Aniche 1) de 110 m <sup>3</sup> , celles de l'atelier Aniche 2 sont décantées dans le bassin R2 (pour Aniche 2) de 110 m <sup>3</sup> . Les eaux usées sanitaires sont renvoyées dans le réseau public via le point de rejet R3, vers la station d'Auberchicourt.				
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Rejet R1	Rejet R2	Rejet R3	Rejet R4
Localisation	Sud ouest du site, face au bâtiment A	Nord Ouest du site, près de la zone bureaux 2, face au bâtiment A	Nord du site, avant la sortie usine, près de la rue de la verrerie d'en-bas	
Nature des effluents	Eaux industrielles	Eaux industrielles	Eaux globales avant rejet vers la STEP	Eaux pluviales issues du Parking, de la voirie, des quais de déchargement)
Exutoire de rejet	Bassin de rétention, décantation. Le rejet au domaine public se fait par débordement par trop plein du bassin aval	Bassin de rétention, décantation. Le rejet au domaine public se fait par débordement par trop plein du bassin aval		
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place une station de traitement des eaux afin de pouvoir réutiliser l'eau dans les process de fabrication. Les points de rejet R1 et R4 ont été supprimés. L'exploitant présente les modifications dans le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture le 1 <sup>er</sup> avril 2021.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet				

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.3.12											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales											
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement public, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : R4 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MEST</td><td>&lt; 35</td></tr> <tr> <td>DBO<sub>5</sub></td><td>&lt; 60</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>&lt; 40</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>&lt; 5</td></tr> </tbody> </table>		Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)	MEST	< 35	DBO <sub>5</sub>	< 60	DCO	< 40	Hydrocarbures totaux	< 5
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)										
MEST	< 35										
DBO <sub>5</sub>	< 60										
DCO	< 40										
Hydrocarbures totaux	< 5										
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les résultats d'analyses de 2020 et 2021. Le rapport d'analyse de 2022 n'a pas été transmis. Les rapports transmis relèvent que le paramètre MES pour 2020 et 2021 n'est pas conforme. Les concentrations sont de 50 mg/l en 2020 et 61 mg/l en 2021 et sont supérieures à la valeur limite d'émission (35 mg/l).</p> <p>L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre le rapport d'analyse de 2022 et de mettre en conformité son installation afin de respecter les valeurs limites prescrites dans son arrêté du 27 novembre 2023, dans un délai d'un mois.</p>											
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites											
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription											
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois											

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans une station d'épuration collective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le réseau d'assainissement public considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : R1, R2 et R3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Points de rejet	Débit maximal horaire en m3/h	Débit maximal journalier en m3/j
R3	20	350
R2	5	120
R1	5	120

Paramètres	Concentrations (en mg/l)	Flux					
		Maximal horaire (en kg/h)			MAXIMAL JOURNALIER (EN KG/j)		
		R1	R2	R3	R1	R2	R3
M.E.S.	100	0.5	0.5	2	12	12	35
DBO <sub>5</sub>	50	0.25	0.25	1	6	6	17.5
DCO	140	0.7	0.7	2.8	16.8	16.8	49
Azote global (exprimé en azote)	60	0.3	0.3	1.2	7.2	7.2	21
Phosphore total (exprimé en P)	10	0.05	0.05	0.2	1.2	1.2	3.5
HC totaux	5	0.025	0.025	0.1	0.6	0.6	1.75
indice phénols	0.3	1.5 <sup>e-3</sup>	1.5 <sup>e-3</sup>	6 <sup>e-3</sup>	0.036	0.036	0.105
As et composés en (AS)	0.5	2.5 <sup>e-3</sup>	2.5 <sup>e-3</sup>	0.01	0.6	0.6	1.75
chrome hexavalent et composés (en Cr)	0.1	5 <sup>e-4</sup>	5 <sup>e-4</sup>	2 <sup>e-3</sup>	0.012	0.012	0.035
Plomb et composés (en Pb)	0.5	2.5 <sup>e-3</sup>	2.5 <sup>e-3</sup>	0.01	0.6	0.6	1.75
Cadmium et composés (en Cd)	0.05	2.5 <sup>e-4</sup>	2.5 <sup>e-4</sup>	0.001	0.06	0.06	0.175
Cuivre et composés (en Cu)	0.5	2.5 <sup>e-3</sup>	2.5 <sup>e-3</sup>	0.01	0.6	0.6	1.75
Chrome et composés (en Cr)	0.5	2.5 <sup>e-3</sup>	2.5 <sup>e-3</sup>	0.01	0.6	0.6	1.75
Mercure et composés (en Hg)	0.05	2.5 <sup>e-4</sup>	2.5 <sup>e-4</sup>	0.001	0.06	0.06	0.175
Nickel et composés (en Ni)	0.5	2.5 <sup>e-3</sup>	2.5 <sup>e-3</sup>	0.01	0.6	0.6	1.75
Zinc et composés (en Zn)	0.5	2.5 <sup>e-3</sup>	2.5 <sup>e-3</sup>	0.01	0.6	0.6	1.75
Etain et composés (en Sn)	1	5 <sup>e-3</sup>	5 <sup>e-3</sup>	0.002	0.12	0.12	0.35

Fer, Aluminium et composés (en Fe + Al)	5	0.025	0.025	0.1	0.6	0.6	1.75
Composés organiques halogénés (en AOX)	1 mg si flux > 30 g/j	5 <sup>e</sup> -3	5 <sup>e</sup> -3	0.02	0.12	0.12	0.35
Fluor et composés (en F)	15	0.075	0.075	0.3	1.8	1.8	5.25
Antimoine et composés (en Sb)	0.3	1.5 <sup>e</sup> -3	1.5 <sup>e</sup> -3	6 <sup>e</sup> -3	0.036	0.036	0.105
Baryum	3	0.015	0.015	0.06	0.36	0.36	1.05
Acide borique	3	0.015	0.015	0.06	0.36	0.36	1.05
chlorures	1000 avec 4 dépassements autorisés à 1500	5	5	20	120	120	350

Les paramètres suivants : Etain et composés, Fer, aluminium et composés, Fluor et composés, baryum, acide borique pourront être supprimés de la liste des paramètres suivis dans les campagne d'analyses, si dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté, ces éléments n'ont pas été détectés dans ces campagnes.

#### Constats :

Le point de rejet R1 a été supprimé. Les modifications sont présentées dans le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture le 1<sup>er</sup> avril 2021.

L'exploitant a transmis les résultats d'analyse 2022 et 2023 pour les points de rejet R2 et R3. L'exploitant a lancé la démarche d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Ces travaux ont pour conséquence de diminuer fortement voire éliminer les rejets d'eau vers le milieu naturel (R3).

Les rapports d'analyse de 2023 précisent qu'en l'absence de rejet d'eau, l'analyse n'a pas été réalisée.

**Observations :** En avril 2022, il est à noter une forte concentration en DBO5 (1400 mg/l) et en DCO (2540 mg/l). **L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer ce dépassement important mais très ponctuel.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines présentes au droit du site. Ce réseau doit permettre d'assurer un contrôle des eaux souterraines afin de surveiller l'impact de ses activités actuelles et passées sur la qualité de ces eaux.</p> <p>Ce réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines doit être composé à minima :  De trois piézomètres autour de l'ancien atelier SOLTRAN (PZ1 ; PZ2 ; PZ3).  D'un piézomètre Pz6 en amont des activités du site.  De deux piézomètres Pz4 et Pz5 en aval des activités du site.</p> <p>Ces piézomètres sont implantés conformément au plan joint en annexe 3.</p> <p>L'exploitant réalise deux campagnes sur un an à compter de la date de la notification du présent arrêté en basses et hautes eaux sur les piézomètres Pz4 à Pz6. Les résultats de ces campagnes d'analyse permettront de déterminer le sens d'écoulement de la nappe et de vérifier la nécessité d'implanter un piézomètre en amont du site en remplacement du Pz6.</p> <p>Le programme analytique des campagnes de mesures portera également sur l'analyse des principaux ions.</p> <p>Ces piézomètres sont mis en place pour permettre de comparer les analyses entre elles.</p> <p>Les piézomètres sont réalisés conformément aux règles de l'art et doivent respecter, au minimum, les règles de construction fixées par la norme AFNOR FD X31.614 et ses révisions. Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.</p> <p>Ces piézomètres font l'objet d'un nivellement des têtes.</p> <p>La tête de chaque piézomètre est surélevée d'au moins 20 cm par rapport au terrain naturel à proximité. Elle se trouve dans un avant puits maçonné ou tubé étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement.</p> <p>Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne peut se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des analyses et a transmis le bilan quadriennal réalisé en date du 9 décembre 2019.</p> <p>Lors de la dernière campagne de prélèvement (2022), le bureau d'analyse n'a pas pu prélever sur le piézomètre PZ3. Ce piézomètre est situé en dehors du site exploité et a été vandalisé (bouché par des barres de fer).</p> <p>Par courriel du 10 août 2023, l'exploitant informe qu'il a sollicité et obtenu l'autorisation du propriétaire de la parcelle pour réaliser les travaux de remise en état du piézomètre. Par courriel du 30 août 2023, l'exploitant informe l'inspection des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du débouchage du piézomètre et du nettoyage de son environnement,</li> <li>• malgré cette intervention, le laboratoire n'a pas été en mesure de descendre la sonde lors de son passage le 25 août 2023.</li> </ul> <p>L'exploitant propose d'installer un piézomètre à proximité immédiate de PZ3 (sur un terrain voisin</p>

comme actuellement) ou de le déplacer (proche de PZ3) sur la propriété d'AGC.

L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de déposer un porter à connaissance présentant la solution retenue afin de pouvoir réaliser les analyses et se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 27 novembre 2013.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.2																					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de surveillance																					
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans les ouvrages constituant le réseau de surveillance des eaux souterraines défini à l'article 4.4.1 du présent arrêté. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.</p> <p>Les analyses effectuées sur ces prélèvements portent, au minimum, sur les paramètres définis ci-dessous :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>pH</td></tr> <tr><td>Conductivité</td></tr> <tr><td>Chlorures</td></tr> <tr><td>Ammonium</td></tr> <tr><td>Fluorures</td></tr> <tr><td>Sulfates</td></tr> <tr><td>DCO</td></tr> <tr><td>Azote globale</td></tr> <tr><td>BTEX</td></tr> <tr><td>Chrome hexavalent</td></tr> <tr><td>Baryum</td></tr> <tr><td>Chrome</td></tr> <tr><td>Manganèse</td></tr> <tr><td>Fer</td></tr> <tr><td>Zinc</td></tr> <tr><td>Phénols</td></tr> <tr><td>COHV</td></tr> <tr><td>Hydrocarbures totaux</td></tr> <tr><td>HAP</td></tr> <tr><td>PCB</td></tr> </tbody> </table> <p>Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.</p>	Paramètres	pH	Conductivité	Chlorures	Ammonium	Fluorures	Sulfates	DCO	Azote globale	BTEX	Chrome hexavalent	Baryum	Chrome	Manganèse	Fer	Zinc	Phénols	COHV	Hydrocarbures totaux	HAP	PCB
Paramètres																					
pH																					
Conductivité																					
Chlorures																					
Ammonium																					
Fluorures																					
Sulfates																					
DCO																					
Azote globale																					
BTEX																					
Chrome hexavalent																					
Baryum																					
Chrome																					
Manganèse																					
Fer																					
Zinc																					
Phénols																					
COHV																					
Hydrocarbures totaux																					
HAP																					
PCB																					
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le bilan quadriennal par courriel à l'inspection ainsi que les analyses réalisées entre 2019 et 2023.</p> <p>Dans son dossier de porter à connaissance déposé en préfecture le 1<sup>er</sup> avril, l'exploitation propose</p>																					

une modification des paramètres à analyser. L'inspection se positionnera sur cette demande lors de l'instruction du dossier de porter à connaissance.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Les synthèses 2019 - 2023 des analyses relèvent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une conductivité supérieure à la limite haute définie dans l'arrêté du 11 janvier 2007,</li> <li>• un taux de sulfates supérieur à la limite prescrite dans l'arrêté du 11 janvier 2007 pour le PZ1 situé en amont du site (403 mg/l en moyenne entre 2019 et 2023 pour une valeur limite à 250 mg/l),</li> <li>• des taux moyens de baryum et de zinc supérieurs à la limite prescrite dans l'arrêté du 11 janvier 2007 pour le PZ2 situé en amont du site,</li> <li>• des taux moyens de chlorure et sulfates supérieurs à la limite prescrite dans l'arrêté du 11 janvier 2007 pour le PZ4 situé en aval du site. <b>L'inspection demande à l'exploitant de s'interroger sur l'origine de ces substances détectées en aval mais pas en amont du site et de l'informer des résultats, et éventuellement des suites à donner.</b></li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet